SYNDICAT NATIONAL
Solidaires Finances Publiques D33
Section DISI SUD OUEST

@SolidairesFPD33
solidairesfinancespubliquesdisi33

La force de tous les agents de la DGFiP

Bordeaux, le 22 janvier 2024,

Madame la Présidente,

À la DGFIP, près de 36 000 emplois ont été supprimés depuis sa création.
L'effectif de notre direction comprenait 130 000 agentes et agents en 2008, et désormais plus que 94 000 en 2023 !
Cette année, la Direction Générale se félicite du caractère historique de la création de 148 emplois équivalent temps plein. Mais ne soyons pas dupes, ce solde positif est généré par des transferts d'emplois des Douanes et du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires vers la DGFiP. Mais, il s'accompagne en contrepartie du transfert de certaines de leurs missions de gestion des recettes fiscales comme la TICPE et la taxe d'urbanisme.
La répartition des emplois 2024 entre les directions du réseau conforte une disparité constante depuis 2 ans entre administration centrale, services à compétence nationale, directions nationales et le réseau territorial.
En fait, on constate que l'essentiel des services relocalisés est financé par le réseau territorial, redéploiements financés pour l'essentiel par 42 directions contributrices.

Pour Solidaires Finances Publiques, la situation des services, les difficultés quotidiennes d'exercice des missions et la dégradation continue des conditions de travail des personnels appellent bien au contraire à renforcer durablement les moyens mis à la disposition dans toutes les implantations de la DGFiP.

Au visionnage du documentaire « PAR LA FENÊTRE OU PAR LA PORTE » de Jean-Pierre Bloc, qui retrace l'histoire du long combat syndical et humain lors de la transformation de l'administration France Télécom en la société privée Orange, nous constatons certaines similitudes dans l'évolution des sujets en matière de politique d'emplois à la DGFIP.
Pour l'instant, la situation n'a pas dégénéré vers l'horreur, mais nous sommes inquiets que le gouvernement et l'administration, continuent la casse du statut de la fonction publique, en confiant de plus en plus tout ou partie de nos missions, dont certaines sont régaliennes, à des contractuels.
Solidaires Finances Publiques se battra au côté des agents pour que cette situation ne dégénère pas, en revendiquant l'emploi de fonctionnaires recrutés par concours autant que de besoin, pour accomplir les missions de services publics de la DGFIP.

Madame la Présidente, au sein de la DISI Sud-Ouest de nombreux collègues vont quitter nos services pour partir en retraite ou en mobilité, sans que des recrutements soient calibrés à la hauteur des besoins des prochaines années. Certains services sont particulièrement impactés par ce manque de personnel.
Les recrutements de contractuels ne sont pas la solution qui va permettre de gérer cette crise. Au contraire, si comme le prévoit la circulaire de la Première Ministre n° 6434 du 03 janvier 2024 qui a pour objet la « politique salariale interministérielle des métiers de la filière numérique », la rémunération des contractuels, nettement supérieure à celles des agents fonctionnaires qualifiés, entrainera une rupture de l'égalité de traitement à compétences équivalentes. Déjà, nous avons des échos de certains de nos collègues de la DISI Sud-Ouest qui s'interrogent sur le fait de démissionner de la fonction publique d'état, pour se faire réembaucher en tant que contractuels. Nos collectifs de travail risquent de souffrir et les RPS de se développer en conséquence.
Solidaires Finances Publiques DISI Sud-Ouest revendique une augmentation de l'indemnitaire des agents fonctionnaires des services informatiques, afin d'être à minima au même niveau de rémunération que les contractuels dans leurs nouvelles grilles de rémunération. Nous vous demandons, Mme la Présidente, de faire remonter ce sujet à la Direction Générale.

Au sein de la DISI Sud-Ouest, le PLF 2024 se traduit par la création de 7 emplois qualifiés (3 IDIV CN et 4 A). Face aux nouvelles missions et aux ambitions du COM, on ne peut s'en satisfaire : seulement quatre A, zéro B et C, pour l'ensemble de la DISI Sud-Ouest !

boîte 29 - 80 rue de montreuil 75011 paris - 01.44.64.64.44 - fax 01.43.48.96.16 - solidairesfinancespubliques.fr - contact@solidairesfinancespubliques.fr

De plus, ces 7 créations d'emplois et 9 opérations de transferts ou transformations de qualification ne peuvent faire oublier la situation très préoccupante des effectifs. La DISI Sud-Ouest compte 57 vacances d'emplois sur 530 emplois implantés, soit 10,75% de son effectif.

Cette situation est inacceptable ! Notamment, elle détériore nos conditions de vie au travail et génère des tensions et du mal-être dans nos services.

Pour toutes ces raisons, Solidaires Finances Publiques a boycotté avec la CGT Finances Publiques, et FO DGFIP, le 9 janvier 2024 la première convocation de ce CSAL « emplois » de la DISI Sud-Ouest.

Solidaires Finances Publiques, Mme la Présidente, interviendra sur les autres sujets au fur et à mesure du déroulement de l'ordre de du jour.

Les élu·e·s Solidaires Finances Publiques DISI Sud-Ouest.

boîte 29 - 80 rue de montreuil 75011 paris - 01.44.64.64.44 - fax 01.43.48.96.16 - solidairesfinancespubliques.fr - contact@solidairesfinancespubliques.fr